

Pipe-line du Nord—Loi

Dans le cadre du processus politique dont j'ai parlé, près de 250 millions de dollars ont déjà été dépensés en études et en enquêtes pour ce projet par les secteurs public et privé. Ce n'est que par suite de fortes pressions exercées sur lui que le gouvernement a décidé de tenir des enquêtes faisant appel à la participation du public à des débats qui permettent au pays d'en arriver à un consensus national. Le gouvernement n'a pas pris l'initiative de ce genre d'enquêtes. Ce n'est que parce qu'on a fait pression sur lui qu'il a fini par établir les commissions Berger et Lysyk. On peut se demander si les décisions qui nous confrontent aujourd'hui auraient été prises avec plus de confiance si le gouvernement avait, dès le début, recherché cette participation, s'il avait envisagé ouvertement cette possibilité. A l'heure actuelle, nous sommes lancés sur une autre voie dans le processus de prise de décisions.

Au cours de ce débat, un certain nombre de propositions ont été avancées qui devront être examinées plus tard, des propositions concernant, entre autres, le raccordement de Dempster, le tracé polaire pour le transport du gaz, les navires-citernes de gaz naturel liquéfié et un chemin de fer de l'Arctique. Toutes ces propositions ont été mises en délibération parmi le public et certaines, en fait, sont bien douteuses.

● (2112)

Il ne devrait pas être nécessaire de forcer le gouvernement à engager une discussion publique, comme dans le cas du tracé proposé par la Foothills. Le gouvernement devrait commencer dès maintenant, ouvertement et avec la participation du public, à examiner ces autres projets, à explorer d'autres possibilités, afin que nous disposions d'une gamme complète de renseignements sur lesquels fonder ces décisions graves. Voilà ce à quoi le gouvernement devrait s'engager maintenant, afin que tous les Canadiens aient pleinement accès aux données sur la rentabilité et l'opportunité de ces grandes entreprises, longtemps avant qu'on ait pris quelque décision que ce soit quant à leur réalisation.

Un autre aspect du projet du pipe-line est celui de l'environnement, de l'écologie. Là encore, la façon dont se réalisera ce projet dans le Nord traduira une perspective nationale. Les générations à venir nous jugeront sévèrement si nous bâclons les choses dans ce domaine. Il s'agit ici de plus que le pipe-line. Il s'agit d'une attitude fondamentale quant à la façon dont nous traiterons et traitons en fait le sol et les êtres vivants, qui incarnent à un si haut point la force et l'identité du Canada.

En août dernier, lors du débat sur le pipe-line, le chef de mon parti a signalé qu'on nous demandait de prendre certaines décisions sans données suffisantes. Il a signalé qu'on nous forçait à prendre des décisions à une époque où nous n'avions ni politique énergétique du Nord, ni politique énergétique nationale, ni politique sur le développement du Nord, pas plus que de principe clair ou logique sur les droits des autochtones ou l'écologie du Nord. Nous ne devons pas permettre que ce genre de chose se répète à tout bout de champ. Autrement, nous n'aurons jamais de politique énergétique réaliste et logique.

Tout le domaine de l'énergie, tant l'énergie renouvelable que non renouvelable, est de la plus grande complexité et exige l'établissement d'une politique très précise si nous voulons satisfaire à nos besoins futurs en énergie. Je m'inquiète vivement de ce que le débat sur l'énergie au Canada soit encore fragmentaire et confus; qu'il se fasse à partir de projets

individuels comme celui-là plutôt qu'à partir d'une évaluation globale de toutes les grandes possibilités qui s'offrent à nous. Nous devons identifier les choix possibles, établir des priorités et nous rendre compte que les décisions prises à l'heure actuelle auront des répercussions directes, positives ou négatives, sur la vie des générations futures de Canadiens. Nous avons le devoir, en contrôlant l'exécution de ce projet, de veiller à ce que les décisions que nous prenons aujourd'hui améliorent la vie de ceux qui viendront après nous. Nous sommes les gardiens de ce pays. Nous devons le transmettre aux générations futures dans le meilleur état possible. Nous ne pouvons exercer cette intendance que par une éthique de conservation et non d'exploitation.

Même l'Office national de l'énergie reconnaît l'aspect pratique de la conservation. On peut lire ce qui suit dans un rapport qu'il vient de publier:

Un des premiers objectifs d'une politique énergétique canadienne devrait être un programme strict de conservation, et c'est la conservation qui semble l'option la moins coûteuse pour équilibrer le budget énergétique à court terme.

Je trouve très inquiétant que l'on ait si peu parlé de la conservation au cours de ce débat. Il n'en a guère été question. Quand le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Gillespie) a participé au débat hier, il n'a consacré qu'une ligne à la politique de la conservation. Il a simplement déclaré: «Nous devons faire de plus en plus d'efforts pour économiser l'énergie». Le reste de son discours portait sur la façon d'utiliser le gaz pour combler le vide laissé par la baisse de nos réserves de pétrole. Si le gaz et les pipe-lines du Nord n'ont d'autre but que de nous permettre de gaspiller de l'énergie pendant encore 25 ans, nous avons échoué pitoyablement.

Le pipe-line présente un aspect international qui met en lumière le problème toujours présent de l'indépendance du Canada vis-à-vis des États-Unis. Nous ne devons pas oublier que ce pipe-line est construit pour amener le gaz américain aux marchés américains. Comme le souligne le rapport Lysyk, les principaux avantages du pipe-line seront concentrés à l'extérieur du Yukon, surtout au sud du 49^e parallèle, tandis que les inconvénients les plus significatifs, aux points de vue économique et social, se feront sentir au Yukon.

Compte tenu de cette situation, c'est le devoir du gouvernement de veiller à ce que les Canadiens bénéficient de tous les avantages possibles en matière d'embauche et de fourniture de matériel. Il faut assurer la plus grande utilisation possible de main-d'œuvre et de matériaux canadiens. Nous devons employer des tuyaux, des vannes et des raccords de fabrication canadienne. Cela serait avantageux pour l'ensemble de l'industrie sidérurgique du pays ainsi que pour les travailleurs. Les Canadiens pourraient ainsi participer à cette grande entreprise, dans leur usine ou sur le chantier. Tous les Canadiens, qu'ils soient du Cap-Breton, du Québec, de Hamilton, des provinces de l'Ouest ou du Yukon, participeraient à l'entreprise. Je suis convaincue qu'un projet de cette envergure, bien exécuté, faisant appel à la main-d'œuvre et aux produits canadiens, et partagé par chacun d'entre nous, peut être un grand bienfait pour l'unité nationale et l'économie canadienne.

Au lieu de reconnaître cette possibilité et de s'efforcer d'en tirer tout le profit possible, le gouvernement, par ses agissements douteux dans toute cette affaire, ne nous donne absolument pas de garanties quant au contenu canadien. Au lieu de garanties, nous avons droit aux exhortations réitérées du premier ministre (M. Trudeau) disant que l'industrie canadienne